

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**

Envoyé en préfecture le 29/03/2022  
Reçu en préfecture le 29/03/2022  
Affiché le   
ID : 038-213803364-20220228-2022\_28\_03\_09-DE

Nombre de Conseillers :  
en exercice : 19  
présents : 16  
votants : 19

L'an deux mil vingt deux  
le vingt-huit mars à dix-neuf heures trente,  
le Conseil Municipal de la Commune de REVENTIN VAUGRIS  
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,  
à la Mairie,  
sous la présidence de Mme Edith RUCHON, Maire  
Date de convocation du Conseil Municipal : 24 mars 2022

**PRESENTS** : Mme RUCHON Edith, Maire. M. ORENGIA Alain, Mme CAMUS Katy, M. LEICHER Jean-Luc, Mme GATET Fanny, M. MARTICORENA Jean-Claude, Adjoints. M. AUTISSIER Bertrand, Mme MOSNIER Dominique, Mme TONOLI Eliane, M. PACITTI Jacques, M. GROS Gérémy, Mme BURGAUD Véronika, M. BOITON Roger, M. LAROSE Didier, M. LEFAIVRE Pierre-Gilles, Mme CHAVASSE Danielle.

**ABSENTS EXCUSES** : M. Brice BERTHONNECHE (pouvoir à Mme GATET), Mme Laetitia BIEUVELET (pouvoir à M. BOITON), M. Bernard PEYRE (pouvoir à M. MARTICORENA).

**Secrétaire** : M. AUTISSIER Bertrand.

**DELIBERATION N° 2022 – 09**

**OBJET : ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CREATION SUR L'AUTOROUTE A7  
D'UN COMPLEMENT AU DEMI DIFFUSEUR N° 11 DE VIENNE-SUD, A REVENTIN-  
VAUGRIS – AVIS DE LA COMMUNE**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation,

Vu la délibération du conseil municipal du 27 juin 2016,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale,

Considérant que la création d'un demi-échangeur sur l'autoroute A7 au Sud de Vienne a été identifiée comme une solution pour réduire entre autres le trafic de transit vers et en provenance de l'agglomération lyonnaise, sur le territoire de Vienne-Condrieu Agglomération ;

Considérant que le bilan de la concertation effectuée en 2016 ainsi que l'analyse multicritères ont conduit au choix de la variante centre compact par le maître d'ouvrage de manière biaisée alors même que la majorité des participants s'étaient prononcés pour la variante sud ;

Considérant que par délibération du 27 juin 2016, le conseil municipal s'est exprimé contre le projet des variantes centres et centre compact et s'est prononcé pour la variante sud ;

Considérant que le projet litigieux ne saurait être considéré comme étant d'utilité publique dès lors qu'il n'aura pour effet que de déplacer le problème de trafic sur le seul territoire communal de Reventin-Vaugris ;

.../...

Considérant que les impacts négatifs du projet soumis à enquête publique sont quasiment tous concentrés sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris, qu'il s'agisse de l'augmentation du trafic automobile avec pour corollaire une hausse de la pollution de l'air, des émissions de gaz à effet de serre et d'une inévitable hausse de l'accidentologie sur le territoire communal, cela à proximité immédiate de riverains et d'une zone sportive et de loisirs ;

Considérant que le projet présente des caractéristiques géométriques (trois giratoires en 400 m avec de faibles diamètres, voie étroite en sortie du giratoire de la RN7) qui ne permettront pas la fluidité d'un trafic accru comme le montre l'étude réalisée par Noesis en 2018 - Etude d'opportunité de création d'un échangeur autoroutier sur la commune de Reventin-Vaugris ;

Considérant que ce projet a pour effet d'aggraver fortement la coupure de la commune en empruntant le seul axe desservant différents quartiers et l'accès au centre village, impactant ainsi l'accessibilité à tous les services publics, aux services de soins et commerces et compromettant le projet municipal de dynamisation du centre bourg ;

Considérant que les impacts du projet n'ont pas été correctement mesurés dès lors, notamment, qu'aucune étude de santé de niveau I n'a été effectuée contrairement aux préconisations de l'autorité environnementale ; que les études de trafic ne prennent pas en considération l'effet cumulé du trafic de l'A7 ; que les études de bruit n'ont pas été menées en intégrant l'A7 alors que le projet constitue indéniablement la modification d'une infrastructure de transport existante ; que le projet n'intègre pas les coûts de mise à niveau des infrastructures routières existantes s'agissant notamment de la RN 7 et de ses abords ainsi que de la RD 131 et de ses abords ; que le projet ne prévoit, en outre, pas de mesures de compensation environnementales pleinement réalisable ;

Considérant qu'au regard tant de l'absence de bilan satisfaisant pour l'intérêt général que de l'insuffisance de l'étude d'impact, le projet ne saurait être déclaré d'utilité publique ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**REAFFIRME** son opposition au projet de demi-diffuseur au regard de son implantation actuelle au centre de la commune ;

**DONNE** un avis défavorable au projet soumis à l'enquête publique ;

**AUTORISE** Madame la Maire à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Certifié exécutoire  
reçu en Sous-Préfecture  
le  
Publié ou Notifié  
le

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus  
Au registre sont les signatures  
Affiché le  
Pour copie conforme

En mairie, le 29 mars 2022.

Mme la Maire,  
Edith RUCHON

